



ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2022

PROTOCOLE SUR LES DROITS SYNDICAUX

ANNÉES 2023-2026

CENTRE DE GESTION
DU PAS-DE-CALAIS

Références :

- Code Général de la Fonction Publique (CGFP)
- Décret n° 85-397 du 3 avril 1985
- Décret n° 2021-571 du 10 mars 2021
- Circulaire du 20 janvier 2016 relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale
- Arrêté du 2 janvier 2023 portant répartition des sièges attribués aux organisations syndicales de fonctionnaires territoriaux au CSFPT
- Résultats du scrutin du 8 décembre 2022

Entre :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY

Et

L'organisation syndicale **CFDT**, représentée par Madame **Emmanuelle POLY**
L'organisation syndicale **CFTC**, représentée par Monsieur **Antoine SIX**
L'organisation syndicale **CGT**, représentée par Monsieur **David POCHET**
L'organisation syndicale **CNT**, représentée par Monsieur **Gaëtan GREMBER**
L'organisation syndicale **FAFPT**, représentée par Madame **Sandrine TRÉPIÉ**
L'organisation syndicale **FO**, représentée par Monsieur **Marc TAVERNE**
L'organisation syndicale **FSU**, représentée par Monsieur **Hervé BENOIT**
L'organisation syndicale **SNDGCT**, représentée par Monsieur **Thibaut BARRET**
L'organisation syndicale **SUD**, représentée par Monsieur **Nicolas PICOT**
L'organisation syndicale **UNSA**, représentée par Monsieur **Jean-Michel REGNIER**

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de préciser les conditions d'exercice des droits syndicaux conformément aux dispositions du décret n° 85-397 du 3 avril 1985.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la conclusion de conditions plus avantageuses

Il est conclu pour 4 ans, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026.

Article 2 : LES LOCAUX SYNDICAUX (*articles 3 à 4-1 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985*)

Lorsque les effectifs du personnel d'une collectivité ou d'un établissement relevant de la fonction publique territoriale sont égaux ou supérieurs à 50 agents, l'autorité territoriale doit mettre un local commun à usage de bureau à la disposition des organisations syndicales représentatives ayant une section syndicale dans la collectivité ou l'établissement.

Lorsque les effectifs cumulés du personnel d'un Centre de Gestion et du personnel des collectivités ou des établissements qui lui sont affiliés sont supérieurs à 500 agents, le Centre de Gestion met de droit un local distinct à la disposition de chacune de ces organisations syndicales.

Les organismes affiliés à une même fédération ou confédération se voient attribuer un même local.
 Les organisations syndicales considérées comme représentatives sont celles représentées au Comité Social Territorial (CST) départemental ou au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale (CSFPT).

Liste des syndicats siégeant au CST départemental :

- CFDT
- CGT
- FO
- SOLIDAIRES (SUD)
- UNSA

Liste des syndicats siégeant au CSFPT :

- CFDT
- CGT
- FAFPT
- FO
- FSU
- UNSA

Pourront bénéficier d'un local, les 7 organisations syndicales suivantes :

1. CFDT
2. CGT
3. FAFPT
4. FO
5. FSU
6. SOLIDAIRES (SUD)
7. UNSA

Faute de pouvoir mettre des locaux à disposition des syndicats concernés dans l'enceinte des bâtiments administratifs du Centre de Gestion, il est accordé un crédit mensuel de **750,00€/mois** (montant maximum de la charge locative), afin que chaque organisation syndicale puisse se doter d'un local nécessaire à l'exercice de son activité.

En outre, le Centre de Gestion prendra à sa charge les consommations énergétiques visant au chauffage, l'électricité, la fourniture d'eau et les différentes taxes desdits locaux et ceci dans le cadre d'une utilisation normale des locaux destinés à l'exercice de l'activité syndicale.

Cette prise en charge sera effective sur transmission des factures correspondantes par l'organisation syndicale concernée.

Un état des lieux des locaux syndicaux sera réalisé afin de permettre au Centre de Gestion de prévoir les crédits nécessaires, et ceci dans un délai d'un mois suivant la signature du protocole d'accord.

Au cas où une organisation syndicale ne souhaiterait pas, ou ne souhaiterait plus, ou souhaiterait en cours de protocole, bénéficier de la prise en charge d'un local syndical, une subvention représentative des frais de location, lui sera versée sur la base de calcul suivante :

Montant maximum de la charge locative x nombre de mois concerné
--

Exemple pour 2023 : le calcul serait le suivant : 750,00€ x 12 mois soit 9 000,00€ à ce titre.

Cette subvention sera versée annuellement par le Centre de Gestion, et ceci pendant la durée du présent protocole d'accord.

Païement au cours du dernier trimestre de l'année considérée.

Article 3 : LES ÉQUIPEMENTS DU LOCAL (article 4 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985)

Les locaux mis à disposition doivent comporter les éléments indispensables à l'exercice de l'activité syndicale.

Bénéficient donc des dispositions présentées ci-après les organisations syndicales attributaires de locaux.

A ce titre, un crédit de **3 600,00€** pour 4 ans est accordé aux organisations syndicales concernées. Ce crédit est utilisable pour :

- l'équipement des bureaux en biens mobiliers tels que les armoires, chaises, tables, bureaux, étagères et tableaux ;
- les moyens de travail repris sous les vocables de matériels informatiques et moyens de communication, tels que les téléphones, ordinateurs, vidéoprojecteurs.

Toute acquisition devra faire l'objet d'une demande de prise en charge auprès du service financier du Centre de Gestion.

Un bon de commande indiquant les références du fournisseur, le prix et le matériel, faisant l'objet de cette acquisition sera établi et transmis à ce service.

Après vérification et approbation, le bon sera retourné au syndicat concerné, revêtu de la mention "bon pour accord" et du visa du responsable légal du Centre de Gestion.

A défaut, l'organisation syndicale pourra transmettre un devis établi par le fournisseur reprenant les biens faisant l'objet de l'acquisition.

Cependant, la prise en charge effective n'interviendra qu'après accord du Centre de Gestion.

Le Centre de Gestion adressera à chaque organisation syndicale un relevé des opérations effectuées, ainsi que le solde disponible.

Chaque trimestre, ce relevé sera envoyé sous forme dématérialisée à chaque organisation syndicale qui en fait la demande.

En ce qui concerne le matériel de reprographie, celui-ci est loué par le Centre de Gestion dans le cadre d'un marché public.

Le Centre de Gestion prend à sa charge la location du copieur et participe à hauteur de 200,00€ par trimestre au forfait maintenance et « copies ».

Le montant restant sera imputé sur le crédit de fonctionnement attribué à chaque syndicat.

A titre exceptionnel, les soldes résultant du précédent protocole pour l'équipement du local seront reportés au crédit ouvert dans le cadre de ce protocole, soit :

Organisations syndicales	Crédit reporté	Sous-total	Montant du crédit pour les 4 années du protocole
CFDT	327,86€	3 600,00€	3 927,86€
CGT	716,46€	3 600,00€	4 316,46€
FAFPT	0	3 600,00€	3 600,00€
FO	2 705,66€	3 600,00€	6 305,66€
FSU	0	3 600,00€	3 600,00€
SUD	0	3 600,00€	3 600,00€
UNSA	2 635,66€	3 600,00€	6 235,66€
Total	6 385,64€	25 200,00€	31 585,64€

Il n'y aura pas de report de crédits sur le prochain protocole (2027-2030).

Article 4 : MISE À DISPOSITION D'UNE SALLE DE RÉUNION

Chaque organisation syndicale représentée au sein du CST départemental pourra disposer d'une salle de réunion dans les locaux du Centre de Gestion, et ceci en fonction des disponibilités et possibilités d'accueil, mais également des horaires d'ouverture de notre siège.

Une mise à disposition par an (maximum 2 journées ou 4 demi-journées) pourra ainsi être sollicitée.

Le Centre de Gestion prendra à sa charge les consommations courantes (électricité, chauffage), mais les moyens matériels relatifs à l'organisation de cette réunion relève du syndicat demandeur.

Cette mise à disposition concerne, bien entendu, les réunions des organisations syndicales départementales et en aucun cas, les réunions des membres présents au CST de service du Centre de Gestion, ou les réunions d'informations syndicales prévues par les textes.

5 organisations syndicales sont concernées :

1. CFDT
2. CGT
3. FO
4. SOLIDAIRES (SUD)
5. UNSA

Article 5 : CRÉDIT DE FONCTIONNEMENT-INVESTISSEMENT

Il est accordé un crédit de "fonctionnement-investissement" de **10 000,00€** à chaque organisation syndicale représentée au CST départemental.

Il est également accordé un crédit supplémentaire de **10 000,00€** partagé entre les organisations syndicales qui ont déposé une liste au CST départemental. Cette somme est répartie en fonction du nombre de voix obtenus.

Le montant total du crédit s'entend pour les 4 années du protocole.

L'utilisation de ce crédit est libre.

Cependant il est souhaitable que chaque organisation syndicale adresse au Centre de Gestion un état annuel prévisionnel des acquisitions ou des prestations qu'elle entend réaliser.

Les modalités de prise en charge par le Centre de Gestion sont identiques à celles figurant à l'article 3 portant sur les crédits d'équipement (transmission d'un bon de commande).

Les organisations syndicales concernées sont :

Organisations syndicales	Nombre de voix obtenues en CST	Sous-total	Sous-total	Montant du crédit pour les 4 années
FO	873	3 630,00€	10 000,00€	13 630,00€
CGT	609	2 532,00€	10 000,00€	12 532,00€
CFDT	343	1 426,00€	10 000,00€	11 426,00€
UNSA	265	1 102,00€	10 000,00€	11 102,00€
SUD	162	674,00€	10 000,00€	10 674,00€
CFTC	153	636,00€	/	636,00€
Total	2 405	10 000,00€	50 000,00€	60 000,00€

A titre exceptionnel, les organisations syndicales disposant d'un solde pour le crédit de « fonctionnement-investissement » octroyé dans le cadre du précédent protocole bénéficieront d'un report de ce crédit, soit :

Organisations syndicales	Crédit reporté	Crédit 2023/2026	Montant du crédit pour les 4 années du protocole
CFDT	-192,77€	11 426,00€	11 233,23€
CFTC	1,70€	636,00€	637,70€
CGT	4 534,60€	12 532,00€	17 066,60€
FAFPT	2 048,05€	0	2 048,05€
FO	3 898,94€	13 630,00€	17 528,94€
SNDGCT	8 443,00€	0	8 443,00€
SUD	682,93€	10 674,00€	11 356,93€
UNSA	13 673,33€	11 102,00€	24 775,33€
Total	33 089,78€	60 000,00€	93 089,78€

Il n'y aura pas de report de crédits sur le prochain protocole (2027-2030).

Article 6 : PARTICIPATION DU CENTRE DE GESTION AUX FRAIS DE DEPLACEMENTS DES REPRESENTANTS SYNDICAUX

Il est instauré un crédit de **12 000,00€** pour les 4 années du protocole réparti entre les organisations syndicales au prorata des sièges obtenus au CST départemental.

Ces crédits sont destinés à indemniser une partie des frais de déplacements des représentants syndicaux membres de cette instance, dans le cadre de leurs missions d'information à destination des agents des collectivités ou établissements publics du département.

Le paiement interviendra sur présentation d'un ordre de mission portant visa de l'organisation syndicale, sollicitant le paiement à destination de l'agent.

Cet ordre de mission sera accompagné des coordonnées bancaires de l'intéressé (RIB).

Le montant du remboursement sera calculé sur les bases de l'arrêté ministériel fixant le montant des indemnités kilométriques relatif à l'utilisation d'un véhicule personnel.

Les organisations syndicales concernées sont :

Organisations syndicales	Nombre de sièges au CST départemental	Montant du crédit pour les 4 années du protocole
FO	5	5 000,00€
CGT	3	3 000,00€
CFDT	2	2 000,00€
SUD	1	1 000,00€
UNSA	1	1 000,00€
Total	12	12 000,00€

Il n'y aura pas de report de crédits sur le prochain protocole (2027-2030).

Article 7 : LES CRÉDITS DE TEMPS SYNDICAL *(articles 12 et 13 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985)*

A la suite de chaque renouvellement général des CST, la collectivité territoriale, l'établissement public ou le Centre de Gestion attribue un crédit de temps syndical aux organisations syndicales, compte tenu de leur représentativité.

Le montant de ce crédit est reconduit chaque année jusqu'aux élections suivantes, sauf modification du périmètre du CST entraînant la mise en place d'un nouveau CST.

Deux contingents sont à calculer :

- 1) Les **A**utorisations **S**péciales d'**A**bsences (ASA)
- 2) Les **D**écharges d'**A**ctivité de **S**ervice (DAS)

Chacun de ces contingents est réparti entre les organisations syndicales compte tenu de leur représentativité appréciée comme suit :

- 50 % entre les organisations syndicales représentées au CST en fonction du nombre de sièges qu'elles détiennent
- 50 % entre toutes les organisations syndicales ayant présenté leur candidature à l'élection du CST proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenu

1. Les ASA *(article 14 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985)*

Ce contingent est calculé au niveau du CST départemental, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du CST, à raison de 1000 heures de travail accomplies par ceux-ci.

Par mesure de simplification, on retient le calcul forfaitaire fixé par la circulaire du 20 janvier 2016 :

1 607 heures x nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale / 1 000 heures

$$\frac{1\,607 \times 5\,265 \text{ (nombre d'électeurs au CST)}}{1\,000}$$

1 000

Soit **8 461 heures annuelles**

Les autorisations d'absence concernent les réunions des structures locales d'un syndicat national et des sections syndicales prévues à l'article 17.

a. 1^{ère} répartition par rapport au nombre de sièges

8 461/2, soit 4 230,5 heures et à répartir annuellement

Répartition des sièges au CST départemental : total de 12 sièges

- 5 sièges pour FO
- 3 sièges pour la CGT
- 2 sièges pour la CFDT
- 1 siège pour SUD
- 1 siège pour l'UNSA

4 230,5 x 5/12 soit 1 762,71 heures annuelles pour FO

4 230,5 x 3/12 soit 1 057,63 heures annuelles pour la CGT

4 230,5 x 2/12 soit 705,08 heures annuelles pour la CFDT

4 230,5 x 1/12 soit 352,54 heures annuelles pour SUD

4 230,5 x 1/12 soit 352,54 heures annuelles pour l'UNSA

b. 2^{ème} répartition par rapport au nombre de voix obtenues

Tableau de répartition des votes au CST départemental par organisation syndicale	Voix obtenues (2 405)	Pourcentage
FO	873	36,30 %
CGT	609	25,32 %
CFDT	343	14,26 %
UNSA	265	11,02 %
SUD	162	6,74 %
CFTC	153	6,36 %

Organisation syndicale	Heures à ventiler	Pourcentage	Heures par organisation
FO	4230,5	36,30 %	1 535,67
CGT		25,32 %	1 071,16
CFDT		14,26 %	603,27
UNSA		11,02 %	466,20
SUD		6,74 %	285,14
CFTC		6,36 %	269,06

Tableau récapitulatif des Autorisations Spéciales d'

Organisation syndicale	1 ^{ère} répartition	2 ^{ème} répartition	Total des heures annuelles
FO	1 762,71	1 535,67	3 298
CGT	1 057,63	1 071,16	2 129
CFDT	705,08	603,27	1 308
UNSA	352,54	466,20	819
SUD	352,54	285,14	638
CFTC		269,06	269
Total	4 230,50	4 230,50	8 461

- Le décret ne limite pas le nombre des agents susceptibles de bénéficier des ASA de l'article 16 ou de l'article 17. Les agents doivent avoir été désignés conformément aux dispositions des statuts de leur organisation et justifier du mandat dont ils ont été investis.

Pour cela, il convient que l'organisation syndicale adresse les demandes accompagnées des convocations.

Organisations syndicales concernées	Réunions concernées	Durée de l'absence autorisée
CFTC, CNT et FAFPT	Congrès et réunions d'organismes directeurs	10 jours par an et par agent
CFDT, CGT, FAFPT, FO, FSU, SUD et UNSA		20 jours par an et par agent
Les unions régionales, interdépartementales et départementales de syndicats disposent des mêmes droits pour la réunion de leurs congrès et de leurs organismes directeurs		

- Les ASA de l'article 18 sont accordées aux représentants syndicaux qui siègent au sein des organismes mentionnés au sein de cet article. Ils bénéficient des mêmes droits pour participer à des réunions de travail convoquées par l'administration ou pour participer à des négociations.

Il n'y a pas de report de crédits pour les ASA.

2. Les DAS (Article 19 du décret n° 85-3978 du 3 avril 1985) :

Pour les collectivités et établissements obligatoirement affiliés à un Centre de Gestion, le contingent est calculé par le Centre de Gestion.

Il est accordé sous forme de décharges de service qui sont égales au nombre d'heures fixé pour la strate d'électeurs inscrits sur la liste électorale du CST du périmètre retenu pour son calcul.

Il est fait application du barème fixé par décret.

Au niveau du Centre de Gestion, sont donc pris en compte les électeurs inscrits au CST départemental.

Il sera donc fait état de 20 548 électeurs selon les tableaux établis lors des opérations électorales.

La strate est comprise entre 17 001 et 25 000 électeurs, soit 1 800 heures par mois de DAS.

Le Président du Centre de Gestion propose de ventiler 2 200 heures (arrondies à 2 204 heures) en DAS, soit 22,44% de plus que les obligations fixées par les textes de référence.

Nombre total de sièges répartis dans les CST : 467 sièges

a. 1^{ère} répartition

Envoyé en préfecture le 02/07/2023

Reçu en préfecture le 02/07/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230627-2023_31-DE



Répartition des sièges par organisation syndicale :

Organisation syndicale	Nombre de sièges
FO	208 sièges
CGT	155,5 sièges
UNSA	46 sièges
CFDT	24 sièges
SUD	15 sièges
FAFPT	9 sièges
CFTC	7 sièges
CNT	1,5 siège
FSU	1 siège
Total	467 sièges

50 % entre les organisations syndicales représentées au CST départemental ou aux CST retenus pour le calcul du contingent en fonction du nombre de sièges qu'elles détiennent :

Organisation syndicale	Calcul du 1 ^{er} contingent	Heures par mois par organisation
FO	$1\ 100 \times 208/467$	489,94
CGT	$1\ 100 \times 155,5/467$	366,27
UNSA	$1\ 100 \times 46/467$	108,35
CFDT	$1\ 100 \times 24/467$	56,53
SUD	$1\ 100 \times 15/467$	35,33
FAFPT	$1\ 100 \times 9/467$	21,20
CFTC	$1\ 100 \times 7/467$	16,49
CNT	$1\ 100 \times 1,5/467$	3,53
FSU	$1\ 100 \times 1/467$	2,36
Total		1 100

b. 2^{nde} répartition

Répartition des voix par organisation syndicale :

Organisation syndicale	Voix obtenues (12 094)	Pourcentage
FO	4 971	41,10 %
CGT	3 804,5	31,46 %
UNSA	1 356	11,21 %
CFDT	837	6,92 %
SUD	477	3,95 %
CFTC	319	2,64 %
FAFPT	248	2,05 %
CNT	52,5	0,43 %
FSU	29	0,24 %

50 % entre toutes les organisations syndicales ayant présenté leur candidature à l'élection du CST ou des CST du périmètre retenu pour le calcul du contingent, proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenu :

Organisation syndicale	Calcul du 2ème contingent	Heures
FO	1 100 x 41,10 %	452,10
CGT	1 100 x 31,46 %	346,06
UNSA	1 100 x 11,21 %	123,31
CFDT	1 100 x 6,92 %	76,12
SUD	1 100 x 3,95 %	43,45
CFTC	1 100 x 2,64 %	29,04
FAFPT	1 100 x 2,05 %	22,55
CNT	1 100 x 0,43 %	4,73
FSU	1 100 x 0,24 %	2,64
Total		1 100

Tableau récapitulatif des décharges d'activité :

Organisation syndicale	1 ^{er} contingent	2 ^{ème} contingent	Total mensuel
FO	489,94	452,10	943 heures
CGT	366,27	346,06	713 heures
UNSA	108,35	123,31	232 heures
CFDT	56,53	76,12	133 heures
SUD	35,33	43,45	79 heures
CFTC	16,49	29,04	46 heures
FAFPT	21,20	22,55	44 heures
CNT	3,53	4,73	9 heures
FSU	2,36	2,64	5 heures
Total	1 100	1 100	2 204

A titre exceptionnel, les organisations syndicales disposant d'un solde de DAS pour l'année 2022, octroyé dans le cadre du précédent protocole bénéficieront d'un report de ce crédit, soit :

Organisation syndicale	Nombre d'heures
CFDT	897
CFTC	535
CGT	713
FO	710
UNSA	779
SUD	377
Total	4 011

A partir du 1^{er} janvier 2024, **les crédits non consommés (ASA + DAS) de l'année N-1, pourront être uniquement reportés auprès des 13 collectivités et établissements publics non affiliés du Pas-de-Calais** (les communes d'Arras, Béthune, Boulogne-sur-Mer, Calais et Lens ; les CCAS d'Arras, Béthune, Boulogne-sur-Mer, Calais et Lens, la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers ; le Conseil départemental du Pas-de-Calais et le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais) **et des 5 collectivités et établissements publics affiliés volontaires** (les communes de Hénin-Beaumont, Liévin et Le Touquet-Paris-Plage ; les Communautés d'agglomération de Béthune-Bruay et du Pays de Saint-Omer) ; sous réserve de la signature d'une convention tripartite entre le Centre de Gestion, l'organisation syndicale et la collectivité ou l'établissement public concerné.

Fait à Bruay-La-Buissière, le 27 juin 2023

Le Président du Centre de Gestion

Joël DUQUENOY

Les organisations syndicales :

Pour la **CFDT**

Pour la **CFTC**

Pour la **CGT**

Emmanuelle POLY

Antoine SIX

David POCHET

Pour la **CNT**

Pour la **FAFPT**

Pour **FO**

Gaëtan GREMBER

Sandrine TRÉPIÉ

Marc TAVERNE

Pour la **FSU**

Pour le **SDNGCT**

Pour **SUD**

Pour l'**UNSA**

Hervé BENOIT

Thibaut BARRET

Nicolas PICOT

Jean-Michel REGNIER